Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/A-Monsieur-le-President-de-la

A Monsieur le Président de la République

- Union Européenne - Référendum de 2005 - Autres appels contre la constitution européenne -

Date de mise en ligne : mercredi 23 février 2005

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

En portant le coup de grâce à la souveraineté des nations d'Europe, l'adoption d'une Constitution européenne supranationale détruirait l'ensemble des avancées sociales et démocratiques conquises par les travailleurs dans le cadre des Etats-nations !

Aubaine pour le MEDEF, l'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'Est, où les salaires sont bien plus faibles qu'à l'Ouest, provoquerait une déstabilisation majeure de l'emploi, du pouvoir d'achat et du droit du travail sur tout le continent !

Dans ces conditions, il revient au peuple de France et à lui seul de statuer sur ces deux questions décisives pour l'avenir de la République, de la jeunesse et du monde du travail.

MANIFESTE-PETITION du 10 juillet 2003

pour un référendum sur la Constitution européenne

et sur l'élargissement à l'Est de l'Union européenne

Une première liste de signataires de ce manifeste sera déposée auprès des autorités le 10 juillet 2003, anniversaire de l'Appel à la Résistance lancé par Maurice Thorez et Jacques Duclos le 10 juillet 1940.

Parce que nous voulons défendre la souveraineté de la République française une, laïque et indivisible ;

Parce que nous voulons sauver et élargir les acquis sociaux, retraites par répartition, sécurité sociale, statuts nationaux et conventions collectives, droit du travail, droits des femmes et des enfants, aujourd'hui menacés de mort par le grand patronat, par les " sommets européens " successifs et par la politique du gouvernement Raffarin ;

Parce que nous voulons stopper le démantèlement, la dénationalisation, l'asphyxie et la privatisation de la Fonction publique, de l'Education nationale, du secteur public et nationalisé, de la Recherche publique et de l'ensemble des services publics ;

Parce que l'austérité imposée aux salaires, aux minima sociaux et aux dépenses publiques au nom du pacte de stabilité monétaire et de la monnaie unique conduit à la mort des services publics, à l'amputation du pouvoir d'achat des salariés et à l'aggravation du chômage ;

Parce que nous voulons sauver et développer l'industrie nationale et l'emploi industriel, tous deux menacés de mort par la construction européenne néo-libérale et par les choix anti-nationaux du grand patronat ; parce que nous mesurons combien la politique de délocalisation revendiquée par le MEDEF, combien la pression sur le pouvoir d'achat des salariés, combien les atteintes au droit du travail et aux libertés syndicales, combien la précarité de l'emploi seraient aggravés par l'élargissement de l'U.E. aux pays de l'Est à des conditions impitoyables pour les ouvriers et les paysans de ces pays ;

Parce que nous sommes solidaires des paysans travailleurs de France et d'Europe et que la réforme Fischer, élément central de l'intégration supranationale, va encore aggraver la Politique Agricole Commune (PAC) en ruinant des millions d'agriculteurs et de pêcheurs des deux côtés de l'Europe ;

Parce qu'il est urgent que le mouvement ouvrier et progressiste arrache le drapeau de la nation républicaine des mains indignes de l'extrême-droite tout en développant l'Europe des luttes pour la paix, le progrès et les libertés ;

Parce que nous voulons rouvrir une perspective de changement progressiste en France pour en finir avec la " pensée unique " et la " politique unique " des gouvernements maastrichtiens successifs, de manière que notre peuple puisse choisir démocratiquement son avenir, y compris en rompant s'il le souhaite avec le libéralisme et avec le capitalisme ;

Parce que l'Europe supranationale de Maastricht n'est rien d'autre aujourd'hui qu'une machine de guerre contre le

Copyright © Le Vénissian

monde du travail et la République ; parce que la mise en place d'une Constitution européenne signifierait pour longtemps la mise en tutelle des peuples d'Europe par les forces du grand capital ;

T.S.V.P.

Parce que, loin d'oeuvrer pour la paix et la démocratie, la construction des Etats-Unis d'Europe qu'on prétend nous imposer s'inscrit dans la barbare " mondialisation capitaliste " ; de par sa nature capitaliste, l'Europe fédérale est condamnée à " accompagner " la dangereuse hyper-puissance états-unienne dans ses entreprises impérialistes en attendant d'être en état de concurrencer militairement les U.S.A. sur le terrain de l'hégémonie mondiale...

Parce que, même si l'on est en désaccord avec tout ou partie des arguments énoncés ci-dessus, il revient au peuple français et à lui seul de décider souverainement de son destin ; or la Constitution européenne, en fondant un Etat supranational, détruit irréversiblement la République, la laïcité et la souveraineté du peuple, au risque d'annuler tout l'héritage démo-cratique de la Révolution française et de décennies de luttes ouvrières.

Parce que toute décision prise dans le dos du peuple, comme le furent les Traités de Nice, Schengen et Amsterdam, l'instauration de la monnaie unique et les modifications constitutionnelles sur la décentralisation (pour lesquelles le candidat Chirac avait promis de consulter le peuple...) ne saurait en rien engager le peuple de France dont la souveraineté est et demeure en tout état de cause inaliénable,

nous exigeons dans les meilleurs délais un
REFERENDUM POUR DONNER LA PAROLE AU PEUPLE de FRANCE
et LUI PERMETTRE DE DIRE
NON à la CONSTITUTION EUROPEENNE ,
NON à l'ELARGISSEMENT à l'EST de l'UNION EUROPENNE ,
oui à l'emploi, au progrès social, à la démocratie, à la paix et à l'amitié entre tous les peuples d'Europe et du monde !

Dans l'hypothèse d'un tel référendum, nous exigeons un égal accès aux médiats pour les partisans du Oui et du Non.

Les signataires de ce manifeste appellent les travailleurs et les citoyens à agir et à s'organiser pour obtenir satisfaction.

Post-scriptum :

PREMIERS SIGNATAIRES : Georges HAGE, député du Nord, doyen de l'Assemblée Nationale ; Jean-Pierre HEMMEN, fils de Fusillé de la Résistance, président-délégué de la Fédération Nationale des Associations pour la Renaissance Communiste (FNARC), Georges Gastaud, philosophe, directeur politique d'Initiative Communiste

Copyright © Le Vénissian